

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser six mois.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste ou par un avis envoyé par télécopieur, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau régional de l'Office national de l'emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et l'information visée à l'article 4 mentionnent la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage.

L'information visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat et, soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1993 et cessera d'être en vigueur le 1er octobre 1994.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 3. De duur van de gehele schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag zes maanden niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de aanplakking of van de individuele kennisgeving moet door de werkgever onder een bij de post aangekende omslag of per telefax-bericht de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming is gevestigd.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling vermelden de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst zal ingaan en de datum waarop die schorsing een einde zal nemen, alsook de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische redenen die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen, alsook hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1993 en houdt op van kracht te zijn op 1 oktober 1994.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 2549

19 JUILLET 1993. — Décret modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement secondaire.(1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. Un article 4*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 19 juillet 1991 et 29 juillet 1992 :

« Article 4*bis*. § 1^{er}. L'enseignement des langues modernes autres que le français est organisé en distinguant les cours de langue moderne I, langue moderne II et langue moderne III.

§ 2. Au premier degré de l'enseignement secondaire, aucun élève ne peut suivre, sous quelque forme que ce soit, au sein de l'enseignement secondaire de plein exercice, organisé ou subventionné par la Communauté française, plus d'un cours de langue moderne autre que le français.

Au premier degré de l'enseignement secondaire, à l'exception de l'année d'accueil et de la deuxième année professionnelle organisées en application de l'article 2, § 2, ou de l'article 4, § 1^{er}, tout élève est tenu de suivre un cours de langue moderne I à 4 périodes hebdomadaires.

§ 3. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement technique de transition, tout élève est tenu de suivre un cours de langue moderne I à 4 périodes hebdomadaires. Il peut suivre en outre un cours de langue moderne II à 4 périodes hebdomadaires. Aucun établissement ne peut organiser un cours de langue moderne III.

Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le cours de langue moderne I peut ne comporter que 2 périodes hebdomadaires. L'élève qui suit ce cours est tenu de suivre également un cours de langue moderne II à 4 périodes hebdomadaires.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles un élève peut être dispensé, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans la Région de langue française, de l'obligation de suivre le cours de langue moderne I.

§ 4. Au troisième degré de l'enseignement secondaire général et technique de transition :

1^o tout élève est tenu de suivre au moins un cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires; ce cours peut être le cours de langue moderne I, de langue moderne II ou de langue moderne III;

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — N° S 110 — n° 1. — Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 Amendement.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1993. Adoption. Séance du 16 juillet 1993.

2° le cours de langue moderne I peut être organisé à raison de 2 ou de 4 périodes hebdomadaires; il est obligatoire. Dans les établissements où le cours est organisé à raison de 2 périodes hebdomadaires, le cours peut être dispensé à raison de 4 périodes/semaine pendant le deuxième semestre;

3° les cours de langue moderne II et III sont organisés à raison de 4 périodes hebdomadaires;

4° il peut également être organisé un cours de langue moderne au titre d'activité complémentaire.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles un élève peut être dispensé, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans la Région de langue française uniquement, de suivre le cours de langue moderne I.

§ 5. Dans l'enseignement secondaire des établissements d'enseignement situés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le cours de langue moderne I est le cours de néerlandais. »

Art. 2. Un article 4^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 4^{ter}. § 1^{er}. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement technique de transition, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

1° le français et la formation historique et géographique à raison d'un minimum de 8 périodes hebdomadaires dont au moins 4 périodes hebdomadaires de français;

2° l'apprentissage d'une langue moderne, conformément à l'article 4^{bis}, § 3;

3° la formation mathématique, organisée selon un seul niveau qui peut comprendre 5 ou 4 périodes hebdomadaires;

4° la formation scientifique, qui peut être organisée selon deux niveaux et comprendre de 2 à 5 périodes hebdomadaires;

5° l'éducation physique qui comprend au minimum 2 périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend également au moins une option de base à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires.

L'horaire peut également comprendre d'autres activités au choix de l'établissement.

§ 2. Au troisième degré de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement technique de transition, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

1° le français et la formation historique et géographique à raison d'un minimum de 8 périodes hebdomadaires dont au moins 4 périodes hebdomadaires de français;

2° l'apprentissage d'une langue moderne, conformément à l'article 4^{bis}, § 4;

3° l'éducation physique qui comprend au minimum 2 périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend également une formation optionnelle obligatoire portant sur :

1° la formation mathématique, qui peut être organisée selon trois niveaux, à raison de 6, 4 ou 2 périodes hebdomadaires;

2° la formation scientifique, qui peut être organisée soit sous forme de 3 cours de sciences distincts à raison d'une ou de trois périodes hebdomadaires chacun, soit sous forme d'un cours d'éducation scientifique à deux périodes hebdomadaires.

Aucun élève ne peut suivre plus de deux cours de sciences à 3 périodes hebdomadaires.

L'horaire peut également comprendre une ou plusieurs autres options de base ainsi que des activités au choix de l'établissement.

Le Gouvernement définit pour l'enseignement général des horaires dénommés « formations à dominantes intégrées ».

Des formations à combinaison d'options peuvent également être organisées. Dans ce cas, l'horaire doit comprendre, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, au moins deux options de base simples ou une option de base groupée faisant partie du répertoire fixé en application de l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Toutefois, les élèves qui suivent, indépendamment du cours de langue moderne visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, un cours de mathématique comprenant au moins 4 périodes hebdomadaires et 3 cours de sciences d'une période hebdomadaire, sont autorisés à ne suivre qu'une seule autre option de base simple.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles dispense totale ou partielle d'une ou plusieurs disciplines de la formation obligatoire peut être accordée lorsque celle-ci fait partie de l'option de base simple ou groupée. »

Art. 3. Un article 7^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre III de la même loi :

« Article 7^{bis}. Dans les deux premières années de l'enseignement secondaire de type II de plein exercice, organisé ou subventionné par la Communauté française, aucun élève ne peut suivre, sous quelque forme que ce soit, plus d'un cours de langue moderne autre que le français. »

Art. 4. L'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1984, est remplacé, en ce qui concerne les établissements organisant un enseignement de type I, par la disposition suivante :

« Article 2. § 1^{er}. L'enseignement est dispensé pendant un nombre maximum de 32 périodes hebdomadaires dans les deux premières années de l'enseignement secondaire.

Il est également dispensé pendant un nombre maximum de 32 périodes hebdomadaires au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement secondaire général.

Ce nombre est porté à 34 périodes hebdomadaires dans la deuxième année commune qui comprend une option technique groupée à six périodes hebdomadaires ainsi que dans la deuxième année professionnelle.

§ 2. L'enseignement secondaire technique de transition est dispensé pendant un nombre maximum de 34 périodes hebdomadaires.

§ 3. Les nombres maximum autorisés de périodes hebdomadaires visés au § 1^{er}, alinéa 2, et au § 2, sont augmentés de deux périodes hebdomadaires pour les élèves qui suivent :

1° soit deux cours de langues modernes à 4 périodes hebdomadaires;

2° soit deux cours de langues anciennes à 4 périodes hebdomadaires;

3° soit un cours de langues anciennes à 4 périodes hebdomadaires et un cours de langues modernes à 4 périodes hebdomadaires;

4° soit, au troisième degré uniquement, une ou deux périodes hebdomadaires d'activité complémentaire préparatoire aux études supérieures.

Le Gouvernement définit l'activité complémentaire préparatoire aux études supérieures visée à l'alinéa 1^{er}, 4°.

§ 4. L'enseignement secondaire technique de qualification et professionnel est dispensé pendant un nombre maximum de 36 périodes hebdomadaires.

§ 5. Des activités de rattrapage individualisées peuvent être organisées hors du nombre maximum de périodes hebdomadaires. »

Art. 5. L'article 4 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, modifié par le décret du 29 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Au premier et au deuxième degrés sont requis :

1° 10 élèves au minimum pour une option de base;

2° 12 élèves au minimum pour une première année B et 12 élèves pour une deuxième année professionnelle.

En deuxième année professionnelle, pour la création de plus d'une option de base, une moyenne de 10 élèves est requise. Chaque option de base doit en outre compter au moins 8 élèves. »

Art. 6. L'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux n° 438 du 11 août 1986 et n° 539 du 31 mars 1987 et par le décret du 29 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Au troisième degré, sont requis :

1° 8 élèves au minimum pour une option dans la septième année de perfectionnement ou de spécialisation;

2° 8 élèves pour une option de base;

3° a) 8 élèves au minimum pour une option dans la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel;

b) 6 élèves au minimum pour l'option dont les élèves suivent au moins un tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

c) 4 élèves au minimum pour l'option dont les élèves suivent au moins deux tiers de l'horaire avec les élèves d'autres options;

d) 1 élève au minimum pour l'option dont l'horaire complet est suivi avec les élèves d'autres options. »

Art. 7. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 539 du 31 mars 1987 et par le décret du 29 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1^{er}. Un cours de langue moderne ne peut être créé ou recréé dans un établissement que s'il satisfait aux normes fixées, aussi bien dans l'année où débute ce cours que dans la première année d'études de chaque degré.

§ 2. Pour le cours de néerlandais, d'allemand et d'anglais organisés comme langue moderne I, II ou III sont requis 5 élèves au minimum.

Pour les autres cours de langues organisés comme langue moderne II, sont requis :

1° 8 élèves au second degré;

2° 8 élèves au troisième degré.

Pour les autres cours de langues organisés comme langue moderne III, sont requis : 8 élèves.

§ 3. Pour la création d'un cours de langue moderne I à deux périodes hebdomadaires aux deuxième et troisième degrés, sont requis 8 élèves au minimum. »

Art. 8. A l'article 20 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de proviseur ou de sous-directeur » sont remplacés par les mots « de proviseur, de sous-directeur ou de proviseur ou sous-directeur chargé principalement du premier degré »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement, sur proposition du Conseil de participation de l'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, détermine, en cas de vacance d'un emploi, conformément à l'alinéa 1^{er}, si l'emploi doit être confié à un proviseur ou sous-directeur ou à un proviseur ou sous-directeur chargé principalement du premier degré. »

Art. 9. L'article 2, § 3, inséré par l'arrêté royal n° 295 du 31 mars 1984, et l'article 6 du même arrêté, sont abrogés.

Art. 10. A l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par le décret du 21 décembre 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° définit, par zone géographique qu'il détermine, les organes et les obligations de concertation entre établissements de même caractère; »

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Les établissements dont l'enseignement n'appartient ni à l'enseignement de caractère non confessionnel ni à l'enseignement de caractère confessionnel peuvent adhérer à l'un des organes de concertation par caractère créés en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, sous réserve de l'accord de ce dernier.

Tout établissement dont l'enseignement n'appartient ni à l'enseignement de caractère non confessionnel ni à l'enseignement de caractère confessionnel et qui ne peut adhérer à l'un des organes de concertation par caractère créés en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, introduit ses demandes de programmation auprès d'une commission communautaire de concertation pour l'enseignement secondaire que le Gouvernement créé. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. § 1^{er}. Les articles 1^{er}, 2 et 4 ne sont pas d'application dans la deuxième année du second et du troisième degrés pendant l'année scolaire 1993-1994, pour laquelle les anciennes dispositions restent en vigueur.

§ 2. Dans les établissements qui n'ont pas organisé, en première année commune, de cours de seconde langue à 4 périodes hebdomadaires pendant l'année scolaire 1992-1993, le cours de langue moderne I en première année peut être suivi à raison de 3 périodes hebdomadaires.

Les élèves qui ont suivi pendant l'année scolaire 1992-1993 un cours de deuxième langue à 2 périodes hebdomadaires ne sont pas tenus de suivre un cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires au second et au troisième degrés de l'enseignement général ou technique de transition. Leur horaire doit comprendre, outre les autres cours de la formation commune :

1° 8 périodes hebdomadaires d'option de base simple ou une option groupée au deuxième degré;

2° 12 périodes hebdomadaires d'option de base simple ou une option groupée au troisième degré.

Pour l'application de l'alinéa 2, le cours de sciences à 5 ou 4 périodes hebdomadaires au deuxième degré ainsi que le cours de mathématique à 4 périodes hebdomadaires au troisième degré sont considérés comme une option de base.

Art. 12. § 1^{er}. Les établissements qui ont organisé, pendant l'année scolaire 1992-1993, un cours de langue comprenant au moins 4 périodes hebdomadaires au titre de seconde, troisième ou quatrième langues sont considérés comme ayant organisé, respectivement, ce cours au titre de langue moderne I, II ou III.

Les établissements qui ont organisé pendant l'année scolaire 1992-1993 un cours de néerlandais, d'allemand ou d'anglais au titre de seconde ou de troisième langue, à raison de 2 périodes hebdomadaires et qui, dans la même année d'études et la même forme d'enseignement, n'ont pas organisé ce cours au titre de seconde ou de troisième langue à raison de 4 périodes hebdomadaires sont autorisés à créer, sans programmation et sans atteindre la norme de création, ce cours dans l'enseignement général ou technique de transition, au titre, respectivement, de langue moderne I ou de langue moderne II à 4 périodes hebdomadaires, à partir de l'année scolaire 1993-1994.

§ 2. Les établissements qui ont organisé, pendant l'année scolaire 1992-1993, un cours de quatrième langue à 4 périodes hebdomadaires dans la seconde année du deuxième degré sont autorisés à créer, sans atteindre la norme de création, ce cours au titre de langue moderne III dans la première année du troisième degré à partir de l'année scolaire 1993-1994.

§ 3. Les établissements qui ont organisé, pendant l'année scolaire 1992-1993, un cours de mathématique à 5 ou 7 périodes hebdomadaires au troisième degré sont autorisés à créer, sans programmation et sans atteindre la norme de création, l'option de base simple mathématique à 6 périodes hebdomadaires à partir de l'année scolaire 1993-1994.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1993, à l'exception de l'article 10, qui produit ses effets le 19 avril 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 2549

19 JULI 1993. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het secundair onderwijs (1)

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet d.d. 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de wet d.d. 31 juli 1975 en bij de decreten d.d. 19 juli 1991 en 29 juli 1992.

« Artikel 4bis. § 1. Het onderwijzen van andere moderne talen dan het Frans wordt ingericht door een onderscheid te maken tussen de lessen moderne taal I, moderne taal II en moderne taal III.

§ 2. In de eerste graad van het secundair onderwijs mag geen enkele leerling, in het secundair onderwijs met volledig leerplan door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd, in welke vorm ook meer dan een cursus moderne taal buiten het Frans volgen.

In de eerste graad van het secundair onderwijs, behalve het jaar van onthaal en het 2e jaar beroepsonderwijs, ingericht met toepassing van artikel 2, § 2, of 4, § 1, moet elke leerling lessen moderne taal I volgen, naar rata van 4 lestijden per week.

§ 3. In de tweede graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch doorstromingsonderwijs, moet elke leerling lessen moderne taal I volgen naar rata van 4 lestijden per week. Hij kan bovendien lessen moderne taal II volgen naar rata van 4 lestijden per week. Geen enkele inrichting mag lessen moderne taal III organiseren.

In het bestuursarrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen de lessen moderne taal I beperkt blijven tot 2 lestijden per week: de leerling die deze lessen volgt, moet dan bovendien lessen moderne taal II volgen naar rata van 4 lestijden per week.

De Regering regelt de wijze waarop een leerling, in afwijking van het 1e lid, in het Frans taalgebied vrijgesteld kan worden van de verplichting, lessen moderne taal I te volgen.

(1) Zitting 1992-1993.

Documenten van de Raad. — Nr. 110 — nr. 1. Ontwerp van decreet; nr. 2. Verslag; nr. 3. Amendement.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 15 juli 1993. — Aanneming. Vergadering van 16 juli 1993.

§ 4. In de 3e graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch doorstromingsonderwijs :

1° moet elke leerling ten minste een leergang moderne taal met 4 lestijden per week volgen : deze leergang kan de moderne taal I, de moderne taal II of de moderne taal III zijn;

2° kan de leergang moderne taal I 2 of 4 lestijden per week behelzen en is die leergang verplicht. Waar hij georganiseerd wordt naar rata van 2 lestijden per week, mag hij gegeven worden naar rata van 4 lestijden per week in het 2e halfjaar;

3° worden de leergangen moderne taal II en III georganiseerd naar rata van 4 lestijden per week;

4° kan ook een leergang moderne taal georganiseerd worden als aanvullende activiteit.

De Regering regelt de wijze waarop een leerling, in afwijking van het 1° lid, 2°, enkel in het Frans taalgebied vrijgesteld kan worden van de verplichting, lessen moderne taal I te volgen.

§ 5. In het secundair onderwijs van inrichtingen-gelegen in het bestuursarrondissement Brussel-Hoofdstad is de leergang moderne taal I het Nederlands. »

Art. 2. Onderstaand artikel 4ter wordt in dezelfde wet-ingevoegd :

« Art. 4ter. § 1. In de 2e graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch doorstromingsonderwijs voorziet het lesrooster in een gemeenschappelijke vorming m.b.t. :

1° het Frans en de geschiedkundige en aardrijkskundige vorming, gedurende ten minste 8 uur per week, waarvan ten minste 4 per week voor het Frans;

2° het aanleren van een moderne taal, overeenkomstig artikel 4bis, § 3;

3° de wiskundige vorming, volgens een enkel niveau dat 5 of 4 lestijden per week kan omvatten;

4° de wetenschappelijke vorming, die volgens twee niveaus kan worden ingericht, met 3 tot 5 lestijden per week;

5° de lichamelijke opvoeding die ten minste twee lestijden per week omvat.

Het uurrooster omvat ten minste een basisoptie naar rata van minstens 4 lestijden per week.

Het uurrooster kan ook andere activiteiten naar keuze van de inrichting omvatten.

In de derde graad van het algemeen secundair onderwijs en van het technisch doorstromingsonderwijs omvat het uurrooster een gemeenschappelijke vorming die slaat op :

1° het Frans en de geschiedkundige en aardrijkskundige vorming naar rata van minstens 8 lestijden per week waarvan minstens 4 lestijden per week voor het Frans;

2° het aanleren van een moderne taal, overeenkomstig artikel 4bis, § 4;

3° de lichamelijke opvoeding, met ten minste 2 lestijden per week.

Het uurrooster omvat eveneens een verplichte optievorming die slaat op :

1° de wiskundige vorming die kan ingericht worden volgens drie niveaus, naar rata van 6, 4 of 2 lestijden per week;

2° de wetenschappelijke vorming in de vorm vna 3 leergangen wetenschappen naar rata van één of drie lestijden per week elk, of in de vorm van een leergang wetenschappelijke opvoeding met twee lestijden per week.

Een leerling mag niet meer dan twee leergangen wetenschappen met drie lestijden per week volgen.

Het uurrooster mag eveneens één of meer andere basisopties omvatten alsmede activiteiten volgens de keuze van de inrichting.

De Regering bepaalt voor het algemeen onderwijs uurroosters voor vormen met geïntegreerde dominanten.

Vormingen met een combinatie van opties kunnen ook worden ingericht. In dit geval moet het uurrooster, ongeacht de in lid 1, 2° bedoelde cursus moderne taal, basisopties omvatten uit het repertorium vastgesteld bij toepassing van artikel 24, lid 1, 1°, van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. De leerlingen die, afgezien van de in lid 1, 2° bedoelde cursus moderne taal, een cursus wiskunde met ten minste 4 lestijden per week en drie cursussen wetenschappen met een lestijd per week volgen, mogen echter één andere eenvoudige basisoptie volgen.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een volledige of gedeeltelijke vrijstelling voor één of meer vakken van de verplichte vorming kan verleend worden wanneer deze deel uitmaakt van de eenvoudige of gegroepeerde basisoptie. »

Art. 3. Een artikel 7bis, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk III van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 7bis. In de eerste twee jaren van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd secundair onderwijs van type II met volledig leerplan mag geen enkele leerling, in welke vorm ook meer dan een cursus moderne taal buiten het Frans volgen ».

Art. 4. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 2 d.d. 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximaantal lestijden per week voor het secundair onderwijs en het aanvullend secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 29 juni 1984, wordt, voor de inrichtingen die onderwijs van type I inrichten, door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 2. § 1. Het onderwijs wordt gedurende een maximaantal van 32 lestijden per week in de eerste 2 jaren secundair onderwijs verstrekt.

Het wordt eveneens gedurende maximum 32 lestijden per week in de tweede en in de derde graad van het secundair onderwijs verstrekt.

Dit aantal wordt op 34 lestijden per week gebracht in het tweede gemeenschappelijk jaar dat een gegroepeerde technische optie met zes lestijden per week omvat, alsmede in het tweede jaar beroepsonderwijs.

§ 2. Het secundair technisch doorstromingsonderwijs wordt gedurende maximum 34 lestijden per week verstrekt.

§ 3. De in § 1, lid 2 en in § 2 bedoelde maximaantallen wekelijkse lestijden worden met twee lestijden per week vermeerderd voor de leerlingen die

1° ofwel twee cursussen moderne talen met 4 lestijden per week volgen;

2° ofwel twee cursussen oude talen met 4 lestijden per week volgen;

3° ofwel een cursus oude talen met 4 lestijden per week en een cursus moderne talen met 4 lestijden per week volgen;

4° ofwel, uitsluitend in de derde graad, één of twee lestijden per week volgen voor aanvullende activiteiten die voorbereiden op hogere studie.

De Regering bepaalt de in lid 1, 4° bedoelde aanvullende activiteit.

§ 4. Het secundair technisch kwalificatie- en beroepsonderwijs wordt tijdens maximum 36 lestijden per week verstrekt.

§ 5. Geïndividualiseerde inhaalactiviteiten kunnen buiten het maximumaantal wekelijkse lestijden worden ingericht ».

Art. 5. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 49 d.d. 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet in het secundair onderwijs van type I, en betreffende de fusie van inrichtingen en bepaalde personeelsbetrekkingen in de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, gewijzigd bij het decreet d.d. 29 juli 1992, wordt, wat de inrichtingen betreft die onderwijs van type I organiseren, door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 4. In de eerste en de tweede graad zijn « ten minste »:

1° 10 leerlingen vereist voor een basisoptie;

2° 12 leerlingen vereist voor een eerste leerjaar B en 12 leerlingen voor een tweede leerjaar beroeps-onderwijs.

In het tweede jaar beroeps-onderwijs is een gemiddelde van 10 leerlingen vereist voor de oprichting van meer dan één basisoptie. Elke basisoptie moet daarenboven ten minste 8 leerlingen tellen ».

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 438 d.d. 11 augustus 1986 en nr. 539 d.d. 31 maart 1987 en bij het decreet d.d. 29 juli 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. In de derde graad zijn ten minste :

1° 8 leerlingen vereist voor een optie in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar :

2° 8 leerlingen voor een basisoptie;

3° a) 8 leerlingen voor een optie in het zevende jaar secundair beroeps-onderwijs;

b) 6 leerlingen voor de optie waarvan de leerlingen ten minste één derde van het uurrooster samen met leerlingen uit andere opties volgen;

c) 4 leerlingen voor de optie waarvan de leerlingen ten minste twee derde van het uurrooster samen met leerlingen uit andere opties volgen;

d) 1 leerling voor de optie waarvan het volledig uurrooster samen met leerlingen uit andere opties wordt gevolgd. »

Art. 7. Artikel 7 van bedoeld besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 539 d.d. 31 maart 1987 en bij het decreet d.d. 29 juli 1992, wordt door de volgende bepaling vervangen : « Artikel 7. § 1. Een cursus moderne taal mag slechts opgericht of heropgericht worden in een inrichting wanneer hij aan de normen voldoet zowel in het jaar waarin deze cursus begint als in het eerste leerjaar van elke graad.

§ 2. Voor de cursus Nederlands, Duits en Engels ingericht als moderne taal I, II of III, zijn ten minste vijf leerlingen vereist.

Voor de andere cursussen moderne talen zijn :

1° 8 leerlingen in de tweede graad.

2° 8 leerlingen in de derde graad

vereist.

Voor de andere taalcursussen, ingericht als moderne taal III, zijn 8 leerlingen vereist.

§ 3. Voor de oprichting van een cursus moderne taal I met twee lestijden per week in de tweede en in de derde graad zijn ten minste 8 leerlingen vereist ».

Art. 8. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « van provisor of onderdirecteur » vervangen door de woorden : « van provisor, van onderdirecteur, of van provisor of onderdirecteur hoofdzakelijk belast met de 1e graad »;

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« De Regering, op verzoek van de inspraakraad van de inrichting voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, bepaalt in geval van vacatuur, overeenkomstig lid 1, of de betrekking aan een provisor of onderdirecteur of aan een provisor of onderdirecteur hoofdzakelijk belast met de eerste graad moet worden toegewezen ».

Art. 9. Artikel 2, § 3, ingevoegd bij koninklijk besluit d.d. 31 maart 1984, en artikel 6 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 10. In artikel 24 van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het decreet d.d. 21 december 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1, 3° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 3° omschrijft, per aardrijkskundige zone die ze bepaalt, de organen en de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen ».

2° het artikel wordt met de volgende leden aangevuld :

« De inrichtingen waarvan het onderwijs noch tot het onderwijs van niet-confessionele aard noch tot het onderwijs van confessionele aard behoort, kunnen toetreden tot een van de overlegorganen per aard die bij toepassing van lid 1, 3° werden opgericht mits bedoeld overlegorgaan zijn instemming verleent.

Elke inrichting waarvan het onderwijs noch tot het onderwijs van niet-confessionele aard noch tot het onderwijs van confessionele aard behoort en die niet kan toetreden tot één van de overlegorganen per aard die bij toepassing van lid 1, 3° werden opgericht, dient haar programmatieaanvragen in bij een gemeenschapsoverleg-commissie voor het secundair onderwijs die de Regering opricht ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. § 1. De artikelen 1, 2 en 4 zijn in het tweede jaar van de tweede en de derde graad niet van toepassing gedurende het schooljaar 1993-1994, waarvoor de vroegere bepalingen van kracht blijven.

§ 2. In de inrichtingen die gedurende het schooljaar 1993-1994 in het gemeenschappelijk eerste jaar geen cursus tweede taal met vier lestijden per week hebben ingericht, kan de cursus moderne taal I in het eerste jaar naar rata van 3 lestijden per week gevolgd worden.

De leerlingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een cursus moderne taal met twee lestijden per week hebben gevolgd, zijn er niet toe gehouden een cursus moderne taal met 4 lestijden per week te volgen in de tweede en de derde graad van het algemeen onderwijs of het technisch doorstromingsonderwijs. Hun uurrooster moet naast de andere cursussen van de gemeenschappelijke vorming :

1° 8 lestijden per week voor een gewone basisoptie of een gegroepeerde optie in de derde graad omvatten;

2° 12 lestijden per week voor een gewone basisoptie of een gegroepeerde optie in de derde graad omvatten.

Voor de toepassing van lid 2 worden de cursus wetenschappen met 5 of 4 lestijden per week in de tweede graad alsmede de cursus wiskunde met 4 lestijden per week in de derde graad als een basisoptie beschouwd.

Art. 12. § 1. De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een taalcursus hebben georganiseerd die ten minste 4 lestijden per week omvat, als tweede, derde of vierde taal, worden geacht die cursus als respectievelijk moderne taal I, II of III te hebben ingericht.

De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een cursus Nederlands, Duits of Engels als tweede of als derde taal, naar rata van twee lestijden per week hebben ingericht en die in hetzelfde studiejaar en dezelfde onderwijsvorm die cursus niet georganiseerd hebben als tweede of derde taal naar rata van 4 lestijden per week, worden gemachtigd om zonder programmatie en zonder de oprichtingsnorm te bereiken, deze cursus in het algemeen onderwijs of in het technisch doorstromingsonderwijs op te richten als respectievelijk moderne taal I of moderne taal II met vier lestijden per week, vanaf het schooljaar 1993-1994.

§ 2. De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een cursus moderne taal met 4 lestijden per week in het tweede jaar van de tweede graad hebben georganiseerd worden gemachtigd, zonder de oprichtingsnorm te bereiken, die cursus als moderne taal III op te richten in het eerste jaar van de derde graad, vanaf het schooljaar 1993-1994.

§ 3. De inrichtingen die in het schooljaar 1992-1993 een cursus wiskunde met 5 of 7 lestijden per week hebben georganiseerd in de 3e graad, mogen zonder programmatie en zonder de oprichtingsnorm te bereiken de gewone basisoptie wiskunde met 6 lestijden per week organiseren vanaf het schooljaar 1993-1994.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1993, behalve artikel 10 dat uitwerking heeft op 19 april 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. THOMAS

F. 93 — 2550

**19 JUILLET 1993. — Décret relatif aux fins de carrière dans l'enseignement
et les centres psycho-médico-sociaux (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les articles 8 à 10 *quater* s'appliquent aux membres du personnel visés à l'article 1er qui sont nommés ou engagés à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où cette agrégation existe, à l'exclusion des membres du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service. »

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 7 peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins vingt années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est irréversible et accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en ligne de compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes et de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55, 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, en ce compris l'expérience utile dans les limites fixées par l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative. »

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Par dérogation à l'article 8, le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est autorisé, par le Ministre ou son délégué, à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités que le Gouvernement arrête.

Toutefois, cette occupation ne peut en aucun cas s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ni dans les centres psycho-médico-sociaux. Le membre du personnel est tenu d'informer le Ministre ou son délégué de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente. »

(1) Session 1993-1993.

Documents du Conseil. — Nos 111 - n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 15 juillet 1993. — Adoption : séance du 16 juillet 1993.